Marco Polo à Kublai Khan : "Ce n'est pas de cela qu'est faite une ville, mais des relations entre les mesures de son espace et les événements de son passé...".
Italo Calvino, Les villes invisibles.

DES VILLES INVISIBLES : L'URBANITE DANS L'HISTOIRE COREENNE

in *L'Espace géographique*, n°1, 1992, p. 69-77

Alain DELISSEN (GRESO-EHESS)

Passé le temps des célébrations olympiques et de leur capitale universelle d'un mois, expédiées les images ressassées d'une actualité sans histoire, Séoul est retournée après 1988 à sa coutumière discrétion. Sur la scène des mégapoles du XXe s., les gaz lacrymogènes paraissent suffire à son image.

Qu'est-ce donc qui institue et constitue la ville coréenne ? Malgré ses onze millions d'habitants et les dix-huit de son agglomération, la locomotive et vitrine de la mutation coréenne, n'a pas généré de discours sur la ville et sur les divers attributs de l'urbanité qu'à nos yeux produit pareille concentration humaine.

Il y va ici de trente années plus dévouées à l'urgence de la croissance, à la performance chiffrée qu'attentives à leur inscription dans l'espace sous forme de villes démesurées : l'amélioration spectaculaire des conditions élémentaires de vie a, un temps, occulté la réflexion sur la qualité de la vie et sur ses dimensions proprement urbaines.

Il y va peut-être aussi d'attitudes plus profondément ancrées dans une culture où la morphologie sociale qui oppose ville et campagne s'impose moins immédiatement à la pensée des territoires humains que la morphologie politique qui met en Corée l'accent sur le prestige de la fonction administrative, non sur la ville en soi.

Ces villes invisibles de l'histoire coréenne alimentent ainsi le débat ancien sur les villes asiatiques - miroirs aussi où se cherchent des villes d'occident en crise et une pensée de la ville elle-même bousculée.

I - La ville ermite dans le royaume ermite

1) Présence et absence de la ville dans la Corée classique (époque Choson)

Comme ailleurs dans le monde avant l'ère industrielle, la ville coréenne se laisse facilement décrire par ses murailles ou par ses densités. Le plan de Hanyang (Séoul) fait la synthèse entre deux modèles concurrents.

D'une part la cadastration géométrique, régulière, carrée, inspirée de Chang'an, capitale des Tang, d'autre part, le respect de la nature, de la ronde matrice topographique et hydrographique tiré de la géomancie. L'aspect brisé ou tremblé du plan traduit à la fois une adaptation fine à la topographie et la vivacité persistante de la fabrique urbaine populaire qui déborde sur les axes royaux. La capitale, instituée en 1392, annonce 100.000 habitants en 1428. En 1786, pour 7,5 millions de Coréens, elle rassemble 190.000 personnes, suivie par Kaesong huit fois moins peuplée. On compte à la même époque huit villes de plus de 10.000 habitants. En plaçant par convention la barre "urbaine" à l'agglomération de 2500 habitants, cent trente-sept villes portent à 12% la part de la population urbaine. Cette présence physique est aussi celle d'un statut administratif qui inscrit la ville, avec une terminologie et des fonctions multiples, dans un réseau serré de contrôle territorial. La ville n'est donc pas un élément marginal des réalités matérielles de la Corée pré-industrielle.

Sa présence dans la culture mentale des Coréens est moins évidente. Ainsi le fonds lexical purement coréen ne possède pas de terme qui dise la ville aussi nettement que le sino-coréen *tosi*. Seul le mot *soul* (Séoul) s'en approche et désigne la capitale. Toutefois, ce mot paraît n'avoir eu de sens géographique que de manière dérivée puisqu'il signifierait "grande lumière". Il n'implique aucune organisation spatiale spécifique. Un autre mot assez général, *maül*, désigne la communauté, le village. Tout le vocabulaire en rapport avec la ville, ses espaces et ses fonctions provient donc du filon chinois.

Mais il est un signe plus tangible de la discrétion de la ville dans la culture coréenne : sa totale absence des univers artistiques et littéraires. La ville peut parfois, sur le modèle de la pratique chinoise, être convoquée comme paysage qui vaut la contemplation depuis des belvédères aménagés dans la montagne, mais elle n'apparaît jamais, ni comme décor ni comme sujet, dans aucun roman coréen classique, dans aucune peinture. Hors sujet. A l'époque des récits "bourgeois" du XVIIe s. (le *Jin Ping Mei* en Chine, ou *Saikaku* au Japon), quand l'essor économique laisse deviner une reprise de l'urbanisation et une mutation des villes, on se retrouve dans le cas coréen sans sources sur ce changement d'univers. C'est vrai, un court instant, avec la prospérité qui fait suite à la révolution agraire du XVIIIe s. et sous le règne de deux monarques éclairés, la porte s'entrouvre. Le petit monde urbain des artisans et des marchands

accède à la dignité de sujet pictural dans la peinture de Kim Hongdo. Mais cette parenthèse se referme rapidement. Comment comprendre dès lors cette présence-absence de la ville dans la Corée classique?

2) La ville des Yi, entre idéal politique et repoussoir social

Le couple où s'opposent ville et campagne n'est pas un découpage majeur dans la culture coréenne classique.

A cause pour une part du dispositif écologique qui institue la ville. Une ville comme Séoul ne se limite pas au bâti densément aggloméré à l'intérieur des murailles. Le territoire de la ville, c'est un site en accord avec les règles de la géomancie (écrin de montagnes, accès à l'eau); c'est un centre fortifié complété par un système de forteresses périphériques (ni Pékin dans ses trop larges enceintes, ni bourg japonais sous château); c'est en effet aussi un large espace hors-les-murs dévolu surtout à l'approvisionnement immédiat de la ville. Fonctionnellement donc, les cinq arrondissements (*pu*) de Séoul comportent une part de population agricole.

La continuité ville/campagne vaut encore pour la composition sociale. La préfecture de Taegu, grande ville du sud-est étudiée par Son Chôngmok d'après les archives juridiques de la dynastie, distingue à peine du XVe au XVIIIe s. ses arrondissements urbains et ruraux. De part et d'autre, on trouve 10% d'aristocrates, respectivement 35 et 45% de personnes de rang honorable, enfin, 55 et 45% de personnes de rang servile.

Bien plus signifiante est la ligne de partage qui sépare la capitale, Hanyang, du reste du pays. Mais la résidence du roi et de ses conseillers est alors moins le lieu d'où émane la loi positive que celui d'où doit rayonner la vertu naturelle du monarque et l'excellence de ses moeurs et de son étiquette. La capitale, phare moral, est au coeur de l'édifice idéologique de la monarchie coréenne. C'est là qu'on viendra passer les concours prestigieux qui donneront accès à la haute fonction publique. Son étiquette urbaine promouvant les grands principes d'ordre social et prêchant la frugalité inspire les codes de conduite qui seront diffusés aux XVIe et XVIIe s. dans les régions. A chacun de régler son comportement sur la capitale : la Corée ne veut pas oublier qu'elle est dans les sources chinoises le "pays de la politesse".

Or cet idéal s'accommode mal de l'existence de la capitale comme ville. En dépit de l'ordre méritocratique et moraliste affiché, la ville coréenne des Yi tente de faire oublier que la société de Chosôn, à la différence de son modèle chinois, est plus profondément aristocratique. En témoigne l'évolution même du sens du mot *yangban*, passant d'"officier civil ou militaire" à "aristocrate" entre le début et la fin de la dynastie. Séoul n'est donc aucunement une ville purement administrative. C'est là que se joue l'influence des grandes familles, que se forment les clientèles, où, plus que le concours, c'est la parenté et l'opportunité qui décideront d'un destin.

C'est ce décalage entre un idéal politique et moral (la capitale bureaucratique) et des réalités sociales et culturelles inavouables (la ville aristocratique, sa très nombreuse domesticité et ses esclaves) qui rend sans doute cette dernière si massivement absente de nos sources toujours strictement officielles.

3) Comportements urbains

Il est donc difficile de débusquer l'urbanité coréenne derrière la façade orthodoxe et absolue de l'étiquette. Seule la morphologie urbaine, parce qu'elle trahit des contenus sociaux et qu'elle est en partie informée par des lois somptuaires, fournit des indices. Le contraste, repéré souvent, entre l'ordre des grands axes urbains et le labyrinthe des venelles n'oppose-t-il pas une logique processionnelle à une logique de la dissimulation? De même l'opposition de l'avant fermé et de l'arrière ouvert? Car palais ou maison urbaine, la façade reste modeste, voire aveugle quand l'arrière, jardin secret ou cour-jardin intérieur est moins le refuge du privé que celui d'une mondanité réservée qui répartit ensuite strictement espaces féminins et masculins.

Il est aussi gratifiant de s'intéresser davantage à cet espace dans-la-ville/hors-les-murs qui occupe la plus grande partie du territoire de Séoul (quatre arrondissements sur cinq). Outre sa fonction agricole de subsistance, c'est là que se réfugient toutes les fonctions dont l'entrecroisement et l'épaisseur caractérisent d'ordinaire la vie urbaine, mais que l'idéologie officielle néo-confucianiste tient en marge, censure ou rejette. Il en va d'activités comme le commerce libre (les marchands sont la dernière classe non-servile) ou de fonctions fondamentales comme la religion (le chamanisme hétérodoxe comme le toujours trop puissant bouddhisme).

Il en va surtout d'activités qui sont un des aspects essentiels de toute urbanité : les fonctions ludiques libérées des différents calendriers collectifs (agraires, religieux ou auliques). C'est dans ce monde des confins, au bord du fleuve ou dans les montagnes, qu'on devine les pavillons où l'on s'adonne à l'alcool et à la poésie pour célébrer le paysage alentour; c'est là que les bonzesses pratiquent sans doute davantage la prostitution que la dévotion; c'est là enfin que s'installe le demi-monde errant des acteurs et des danseurs. Pour ceux qui ne disposent pas de villas hors-les-murs, l'équipée des confins s'achève à l'aube quand la ville-forteresse ouvre à nouveau ses portes.

Mais cet édifice ambigu qu'est la ville coréenne classique commence de se lézarder au XIXe s.. En même temps qu'on prend conscience des réalités sociales de la ville, le mythe de la capitale-phare moral et parangon de vertu orthodoxe achève de se décomposer.

Le mouvement révolutionnaire agrarien de 1894, qui inaugure l'agonie d'une nation, s'en prend explicitement au monde corrompu des villes. Aux désespérés, les utopies de l'époque proposent plutôt l'idéal bucolique et ruraliste d'un village de montagne isolé du fracas du monde. Au seuil de l'ère contemporaine la ville ne parvient décidément pas à devenir un horizon pertinent de la culture coréenne.

II- Ville asiatique, ville coréenne, ville japonaise?

Ces événements nous laissent à la veille de la mainmise japonaise sur la péninsule coréenne. Mais comment fonctionnent dans la formation de la ville et de l'urbanité coréennes, la référence chinoise et la référence japonaise?

1) Complexité de la référence chinoise

On l'a deviné, la Chine occupe une place énorme, obsédante, dans l'histoire et la culture coréennes. Nul besoin d'y insister. On lit parfois que la Corée a emprunté à la Chine des pratiques culturelles dont elle a exprimé la quintessence, pour être à la fin plus chinoise que l'empire du milieu lui-même. Ce discours que la Corée aime tenir sur soi est ambigu : il montre comment une stratégie culturelle correspond à un contexte géopolitique (l'énorme Chine, la petite Corée). Car celle-ci, culturellement, se situe par avance hors-jeu. Elle va ainsi identifier à la Chine toutes les valeurs d'une urbanité inaccessible : politesse, sophistication, arts et luxe.

Dans cette vision, la Chine tout entière est la ville (i.e. la civilisation), alors que la Corée s'installe dans le rôle modeste d'une culture périphérique, "simple" (*tansunhada* ou *sobak'ada*, mots-clés de cette posture, reviennent sans cesse dans l'image que les Coréens se font d'eux-mêmes) et rurale, pour tout dire négligeable.

L'appareil des lois somptuaires aurait donc aussi pour vocation, face à la Chine, de couper court à toute prétention à l'autonomie culturelle, à la création, à la tentation de développer une brillante civilisation urbaine. Dernier signe : la diplomatie des symboles subordonne explicitement Séoul à Pékin, puisque la capitale coréenne, insoucieuse d'accéder au statut ultime de dragon, ne prétend qu'au bestiaire protocolaire de seconde classe, celui de phénix.

Au-delà de ce discours, quelle est la réalité de l'influence de la ville chinoise? Tant dans son dispositif écologique que par son urbanisme il est clair que la ville de l'époque Choson s'est affranchie des modèles théoriques chinois.

Or, en calquant le couple Chine/Corée sur le couple urbanité/rusticité il ne s'agit pas seulement de se situer par référence à un voisin encombrant. Penser la Chine comme monde urbain par excellence et le royaume coréen comme élève attentif mais rustre et indécorable, procure sans doute quelque bénéfice intérieur. Cela confirme la légitimité de la capitale, sur laquelle il faut d'autant plus se régler dans son comportement qu'elle même n'est qu'un médiocre exemple. Faire moins, ce serait se rapprocher de la bestialité.

Mais plus généralement, la référence à la Chine brouille la réalité coréenne. Dire que la petite Corée ne saurait prétendre à l'urbanité créatrice c'est détourner l'attention des comportements urbains réels, partagés entre leur idéal normatif universaliste et la réalité d'une classe aristocratique de loisir.

2) Le Japon : matrice et référence interdite

- Les marchands dans le temple

Alors que la Chine rayonnait plutôt à distance et dans la longue durée sur la Corée, l'influence du Japon a été plus récente, directe et massive. En effet, actif diplomatiquement mais aussi commercialement et militairement en Corée dès la fin du XIXe s. (ouverture des ports aux Japonais dès 1876), le Japon parvint à évincer les puissances occidentales puis à annexer la Corée en 1910. Entre cette date et 1945, colonie japonaise sous le nom de Chosen, la péninsule fut à divers titres exposée à de nouvelles expériences urbaines, à de nouveaux comportements. Pendant cette période, la ville prend un poids démographique sans rapport avec celui que connaissait la Corée des Yi. La population des villes (définie selon les normes japonaises par l'agglomération de 20.000 habitants) bondit de 13% en 1910 à 40% en 1940.

Cette présence démographique plus massive est aussi géographiquement plus extensive. Le réseau qui laisse Séoul largement en tête, s'étoffe à la mesure des intérêts économiques et stratégiques japonais, profitant aux nouvelles villes portuaires. Au sud, la petite ville de Pusan (9000 habitants au XVIIIe s.) devient rapidement le premier port et la seconde ville du pays. Ajoutons à ce tableau le rôle des

migrations : parce qu'elle est colonie de peuplement la Corée accueille deux millions de Japonais qui seront en partie des urbains de la classe dominante, donc influente; en même temps, elle envoie elle-même au Japon deux millions de travailleurs qui seront directement exposés à la vie urbaine d'Osaka et de Kobe. De nouveaux paysages urbains apparaissent, de nouveaux mots pour les décrire.

Ce changement brutal de la morphologie sociale coréenne n'a pas pour seule raison l'impact de mesures administratives coloniales ou l'imitation des comportements japonais.

Si la Corée s'urbanise, c'est qu'avec le Japon, elle s'inscrit dans le nouveau partage national et international du travail : industriel. Désormais, la ville n'est plus ce monde fermé sur lui-même où dominait une classe aristocratique vivant de ses rentes foncières. La ville est ville ouverte, on démantèle ses murailles et ses anciennes structures spatiales et symboliques sont comme inversées.

En effet le cœur de la ville, ancien temple des valeurs confucianistes, voit l'ordre de ses palais bouleversé et sciemment déconstruit; on y développe un quartier de plaisirs (Myongdong); enfin, la marchandise, autrefois tenue à distance, pénètre librement l'espace urbain. A l'inverse, pour des raisons évidentes de disponibilité d'espace, le territoire hors-les-murs est mis en valeur et vient désormais au premier plan : on y établit les gares et le quartier de Yongsan devient ville japonaise moderne - point d'ancrage de la nouvelle croissance urbaine de Séoul, au-delà du fleuve vers la zone industrielle de Yongdunp'o et, plus loin encore, vers le port d'Inch'on, au sud-ouest. La ville coréenne entre dans la catégorie des villes industrielles, modernes. Elle rayonne alors au loin de prospérité et de richesse.

-Nouveaux comportements ou nouveaux modèles de comportement?

On en déduirait un peu vite qu'au changement de contenu fonctionnel de la ville correspond un changement immédiat et comme naturel des comportements et des valeurs. La réponse doit être réservée pour au moins deux raisons. La première étant que les populations coréennes assistent en spectatrices à cette mutation. Les fonctions les plus originales de celle-ci -les nouveaux commandements économiques et techniques- sont aux mains quasi exclusives des Japonais. Il n'y a donc pas conversion culturelle massive des Coréens aux valeurs nouvelles de la ville industrielle.

La seconde, c'est que le modèle qui conçoit trop globalement le passage d'une culture urbaine "confucianiste" à une culture urbaine "industrielle" est peu satisfaisant. Il n'est pas évident que l'une se substitue à l'autre ainsi que le suppose l'idée vague d'occidentalisation. A consulter les sources photographiques de l'époque, on découvre bien des Coréens en costume occidental qui prennent le tramway pour aller au bureau, mais se contenter de ces apparences ne nous apprend rien sur les mécanismes du changement culturel qui engagent la question de la ville et de ses mutations. De plus, comment penser une occidentalisation dont le Japon, dans le cas d'espèce, aurait été l'initiateur et le maître d'oeuvre?

Hypothèse : deux mécanismes interviennent qui repoussent l'idée d'une brutale révolution des comportements et des mentalités urbaines.

Il y aurait d'abord que la Corée a sans doute fait, en partie, l'économie du difficile travail d'adaptation culturelle et mentale au mode de production industriel accompli au Japon tout au long de l'époque Meiji (1868-1912). Il est vrai qu'elle tenta, entre 1895 et 1905, de se lancer d'elle-même sur cette voie. Il n'est sans doute pas négligeable, par exemple, que le Japon ait fait le travail d'inventer, avec le fonds millénaire des caractères chinois, les mots disant la modernité industrielle qui s'en trouva comme mieux et plus vite acclimatée à la Corée et au monde sinisé.

De plus, les mécanismes d'acculturation à l'ordre nouveau furent relayés par l'ancienne logique des comportements sociaux : se conformer au modèle moral que proposent les puissants. Le maintien, comme structure sociale, d'une élite proprement coréenne aux côtés de l'occupant japonais a donc permis que soient peu à peu incorporés des modèles de comportements urbains nés au Japon dans la seconde moitié du XIXe s.. Mais ce travail de circulation des valeurs et des codes sociaux ne s'est pas fait rapide à une époque où les mass médias restaient étroitement contrôlés par la censure. Voilà pourquoi il faut voir la colonisation japonaise moins comme une période de bouleversement effectif des comportements urbains que comme la mise en place de nouveaux modèles dont le rôle, comme matrice, survivra à la défaite japonaise de 1945.

- Eléments d'une mutation

Si le problème de la rareté des sources ne se pose plus pour la période japonaise, c'est celui des tabous nationaux qui s'y substitue. Il est en effet indispensable pour comprendre cette période-clé de l'histoire coréenne de disposer de travaux d'histoire sociale et culturelle fins, de mieux connaître la trajectoire des individus. Or, l'intérêt des sciences sociales coréennes pour la période se concentre presque entièrement -et cela n'a rien de répréhensible- sur la renaissance de la Corée comme nation, sur le combat de libération... et s'autorise volontiers certain manichéisme. Penser que la période japonaise aura pu avoir sur la société coréenne une influence autre que terrible et temporaire -pour ne parler que de faits- soulève la polémique : le Japon reste une référence interdite.

Difficile donc d'identifier une nouvelle urbanité coréenne par-delà la censure nationaliste : compromise cette fois avec l'impérialisme la ville industrielle séduit autant qu'elle indigne.

Cela dit, on pourrait citer en vrac un ensemble de gestes urbains passés en Corée entre 1910 et 1945 : prendre les escaliers sur la gauche (mais on roulera ensuite à droite avec les Américains), pique-niquer dans la montagne aux week-ends, aller s'enivrer entre hommes après le travail, offrir des fruits frais au nouvel an. Mais ces gestes d'une urbanité nouvelle ont-ils beaucoup plus de portée que ceux qui changent avec les modes d'une époque?

Plus pertinente serait la persistance du bâti solide laissé par les Japonais et dans lequel s'est glissée la société coréenne. La maison coloniale, à étages, à toit plat, affichant le statut social de ses propriétaires, les *maensyôn* (petites résidences avec services) et autres *ap'aat'û* (grands immeubles), l'ordre rigide et arboré du quartier nouveau de Yongsan tournent radicalement le dos à l'habitat ancien. Mais à la libération, c'est ce modèle-là qu'on va suivre spontanément et non retourner aux anciennes structures spatiales (sauf, c'est un signe, pour les migrants ruraux des bidonvilles).

Les mutations significatives de l'urbanité coréenne sont bien de celles qui sont lourdes de redéfinition des rapports sociaux. En termes de comportements de consommation ou de comportements ludiques particulièrement, la période japonaise a largement contribué à faire sauter les verrous anciens en transformant l'espace urbain en scène ouverte de la distinction sociale. La société urbaine affiche ses moyens, et se pose là distinctement dans sa différence au monde rural.

Voilà le changement majeur peut-être : le paradigme ville-campagne est bien devenu pertinent pour analyser la société coréenne du XXe s. Mais il est très loin d'opposer simplement deux modes distincts d'occupation de l'espace. Mesuré en termes d'exode rural, le pouvoir d'attraction des villes est devenu immense. Mais l'explication ne doit pas se limiter ici aux choix gouvernementaux de développement économique, au sacrifice des campagnes qu'entraîne toute révolution industrielle.

Elle doit aussi souligner la dévalorisation sociale et culturelle du paysan et sa relégation dans les mentalités coréennes contemporaines à l'inévitable statut de péquenaud. Le rêve pluricentenaire du gentilhomme campagnard dévoué à la peinture et à la poésie s'effondre.

Vivre en ville pour le commerce des hommes plus que pour servir l'Etat peut bien désormais constituer un idéal envisageable.

III- Ordres et désordres urbains : 1945-1990

1) Un dragon à l'ère du Pacifique

Si l'on met à part la parenthèse de la guerre de Corée (1950-1953) les mutations de la société coréenne contemporaine se sont produites en phase avec une urbanisation accélérée. Le poids des villes s'est encore accru puisque la population est aujourd'hui urbaine à 70% et que Séoul, hors agglomération, rassemble onze millions d'habitants.

Le réseau urbain a été bouleversé par l'émergence de villes-champignons industrielles comme Ulsan, dans le sud-est, qui passe entre 1960 et 1975 de la 40e à la 10e place de la hiérarchie, ou par l'apparition de cités-satellites comme Sòngnam (200.000 habitants), banlieue d'expulsés en tout genre, exclus des délices de la rente foncière en centre-ville ... Jusqu'à aujourd'hui, l'urbanisation s'est poursuivie. Mais sur fond de vive croissance économique, d'industrialisation, de guerre froide et d'ouverture progressive sur le monde extérieur, les problèmes urbains n'ont pas été une pièce essentielle du menu des préoccupations sociales et politiques ... pour ne rien dire de l'urbanité.

Il ne faut se tromper ici ni de pays, ni de société, ni d'époque. Malgré les apparences qu'offre parfois la vitrine trompeuse de Séoul, malgré certain discours sur l'"ère du Pacifique" régnant çà et là en architecture et en urbanisme, la Corée n'est pas un Etat post-industriel et post-moderne où se déferaient la division du travail, les valeurs de la société industrielle et leur mode d'inscription dans l'espace et la nature.

La Corée d'aujourd'hui continue de s'industrialiser et continue de le faire au dépens de ses campagnes. Elle garde assez présent à l'esprit le souvenir des vaches maigres pour préférer largement la fulgurance des *success stories* aux spéculations des revues japonaises et américaines sur le *soft*. La problématique du "Pacifique", née d'une brutale superposition de données économiques hétérogènes et d'un phantasme urbain qui aboute Los Angeles et Tokyo (Y a-t-il un type émergeant de ville qui réconcilie valeurs d'efficacité industrielle et sens plein du milieu?) n'apparaît qu'à l'extrême fin des années 80 chez des intellectuels coréens très ouverts sur l'expérience japonaise.

Plus que la qualité de vie urbaine (comment l'évaluer simplement?), le premier critère qui justifie que l'exode rural se poursuive en Corée c'est encore la constatation qu'aujourd'hui un ouvrier coréen gagne bien mieux sa vie qu'un agriculteur. Le phénomène est récent.

Le second critère oppose fortement, sur un point, monde rural et monde urbain : l'accès aux institutions scolaires. On imagine mal, en France, l'énorme effort social - financier et moral - investi dans un *cursus honorum* impitoyable dont l'impact sur l'urbanisation et sur la géographie résidentielle des grandes villes (en vertu de la "carte" scolaire) est considérable.

Un élément cependant ne laisse pas d'intriguer dans le cas coréen : en dépit du rythme très soutenu de l'urbanisation -5% par an pendant trente ans- et de l'émergence d'une mégapole, la Corée n'a pas connu les graves problèmes de déstructurations spatiale et sociale des nouvelles grandes villes du Tiers Monde. Etre sorti de la catégorie des Pays en Voie de Développement ne manque bien sûr pas d'avoir sa part dans l'explication du phénomène.

On pourrait aussi avoir la tentation de reconnaître aux procédures administratives de régulation, aux plans d'urbanisme une remarquable efficacité. Cette explication paraît cependant marginale. Entre 1960 et 1970 les villes ont grandi sans tuteurs et les objectifs de la planification sont restés strictement sectoriels. La décennie 70-80 n'a cessé de vouloir rattraper l'urbanisation avec une multitude de plans qui, promulgués étaient déjà caducs et n'a bien réussi que la récupération autoritaire des terrains de centres-ville occupés par des habitations illégales. Seules les années 80, en partie à cause de l'échéance olympique, ont tenu l'urbanisme pour un objectif sérieux et rentable mais sans doute au seul bénéfice de la ville de Séoul et de sa rive sud.

Quelles raisons alors pour cette urbanisation dans l'ordre si l'on admet que l'urbanisme, influencé ou justifié par diverses écoles de pensée étrangères, ne peut prétendre avoir informé les 600 km² du nouveau Séoul?

2) La ville industrielle et la cité autoritaire

La tentation est grande de laisser à un principe régulateur suprême le soin d'avoir pu contrebalancer les effets de désordre liés à l'urbanisation et à l'implication croissante du pays dans l'économie mondiale. Entrent ici en scène deux grands systèmes d'explication.

Il y a celui qui, constatant l'effondrement du système de comportement confucianiste (frugalité, discrétion, sens du groupe notamment familial, réussite par le mérite, vertu naturelle du chef) invoque l'autorité nouvelle du pouvoir politique coréen, seul investi du sens de l'intérêt général. En un mot, c'est la dictature militaire qui a tenu les villes coréennes : autoritaire mais efficace. Par le contrôle idéologique (la propagande), elle a aussi veillé à inculquer de nouvelles valeurs entées sur un passé immémorial.

D'où, par-delà les slogans productivistes, le recours par compensation aux valeurs de la coréanité. Cette tradition, invoquée à titre incantatoire sur les calicots qui envahissent le paysage urbain n'est jamais définie par des formes spécifiques, un paysage, un style, mais par des valeurs morales prétendues ancestrales : "vivre ensemble", "travailler pour la communauté", "préserver l'harmonie sociale", etc. Les associations de quartiers sont aussi mobilisées pour dire quelles valeurs sont nécessaires pour construire "des villes où il fait bon vivre" : des idées, des actes et le souci de l'environnement.

Peut-on mettre sur le même plan la conquête urbaine de la rive gauche du fleuve Han entamée en 1976? Au-delà d'un vaste carroyage de l'espace et de la mise en place des infrastructures de circulation par les plans d'urbanisme, le remplissage de la grille a été laissé à des opérateurs privés.

Les *chaebòl* ou grands conglomérats coréens, comme Hyundai, Samsung ou Daewoo ont joué un rôle essentiel dans la production en masse d'énormes cités intra-urbaines où, face aux très vives tensions sur le marché séoulite du logement, l'ordre et la discipline industriels se sont vus reproduits, au moins dans l'ordre résidentiel de la ville. La cité autoritaire et les recettes bien connues du paternalisme sont garantes de la ville industrielle, c'est-à-dire de la ville tout court.

Il y a un autre argumentaire qui n'est pas moins provocant. Pour celui-là énormément de choses ont en effet énormément changé en Corée (modernisation), sans que toutefois y change fondamentalement la nature des rapports sociaux (développement). Si globalement les villes coréennes fonctionnent bien, c'est la preuve qu'au fond rien n'a changé. Villes ou pas, économies commerciale et industrielle ou pas, *hanbok* national 'ou costume trois-pièces, homme ou femme, le lien social est resté le même qu'à l'époque de la dynastie Yi et de son idéologie néo-confucianiste : clientélisme, opportunisme et individualisme.

La preuve en serait une large continuité des élites, à travers la période japonaise, des *yangban* d'autrefois aux politiciens et aux managers d'aujourd'hui.

Dès lors, la ville n'est pas le lieu où se dissout le "confucianisme à la coréenne" mais au contraire celui où il s'exacerbe : opportunités plus nombreuses, individus plus mobiles débarrassés des entraves

familiales au libre exercice d'un clientélisme tous azimuts... Et toujours les mêmes élites dissimulant leur permanence dans le feu d'artifice de la modernisation.

Qu'ici on déplore sa mort ou que là on dénonce sa permanence, le confucianisme ne cesse de venir hanter le débat sur la mutation coréenne. Aucun des deux argumentaires n'est tout-à-fait absurde, ni tout-à-fait convaincant. On se gardera de trancher. Définir plus précisément ce que cache en Corée le label "confucianisme" est un préalable essentiel (et non un sujet rebattu) qui engage la question de la ville coréenne contemporaine.

3) Jungles urbaines

On a pu argumenter jusqu'ici un seul point de vue : la thèse des villes coréennes en bon ordre (par rapport aux villes du Tiers Monde) et en bon ordre parce que régulées "par le haut" à travers l'urbanisme et le contrôle idéologique. Cet optimisme doit d'abord être tempéré par certains échecs patents comme la dégradation considérable de l'environnement urbain à Séoul : elle alimente des mouvements sociaux ancrés dans les quartiers de la ville qui ne sont pas sans timidement rappeler les "mouvements habitants" japonais des années 60 et 70.

La démocratie locale, inaugurée en 1991, ouvre ici de nouvelles voies à la prise en charge de ces questions par les populations urbaines elles-mêmes.

Il nous reste à fourbir les armes des tenants de la ville coréenne comme jungle périlleuse. En pensant par exemple à la violence urbaine qui caractérise si fort le paysage humain de Séoul aujourd'hui. Non pas tant cette violence criminelle qui alimente des statistiques alarmantes (le délit principal étant le viol, avant même les cambriolages), que justement la petite violence des gestes et pratiques quotidiens.

Séoul est une ville dure. Une simple promenade sur les trottoirs du centre suffirait à en convaincre. Jamais la foule ne développe en Corée ces stratégies d'évitement physique qu'on trouve à la foule japonaise. On s'y percute brutalement, droit dans les yeux et la situation devient franchement dangereuse pour le néophyte, ces jours de mousson où s'affrontent les baleines de parapluies. S'excuser serait, dans le code des comportements urbains, totalement incongru puisque ce serait créer une relation personnelle factice, non désirée et donc plus violente que le choc subi. On est ici à mille lieux du "lissé", du policé, qui nous semblent devoir caractériser l'idée même d'urbanité.

Au risque d'avancer une image banale, la circulation automobile réclame qu'on parle d'extrême sauvagerie. La Corée qui possède un parc automobile de deux millions de véhicules, dont la moitié à Séoul, connaît chaque année 10.000 décès sur les routes. C'est-à-dire autant que la France avec un parc de 22 millions de véhicules. L'anecdote attire l'attention sur les dysfonctionnements majeurs qui s'annoncent en matière de transports urbains.

On ne s'étonne pas que les panneaux à cristaux liquides de Séoul n'indiquent ni le niveau sonore, ni la température : ils pleurent le nombre des morts de la veille. Cette violence tant individuelle que collective -elle alimente, avec les manifestations d'étudiants, la vision occidentale d'une cité en état de guerre civile permanente- est-elle la compensation de l'ordre social trop rigide régnant dans les espaces familiaux, scolaires ou productifs?

Les comportements urbains observables, le paysage urbain, ne suffisent pas à eux seuls à rendre compte de la ville coréenne contemporaine : il leur manque de nous dire le poids respectif des grandes forces, économiques, sociales, politiques et culturelles qui animent la société coréenne et ses villes.

Conclusion

Les années 90 s'annoncent bien comme celles de la remise en question ou plutôt, pour la première fois, d'une réelle mise en question : à la société coréenne de s'interroger enfin sur ses villes et sur son désir d'urbanité, entendue au sens large comme essence de la ville ou, au sens étroit, comme ce qui la manifeste.

Des figures de l'urbanité à travers la longue durée on retiendra autant les métamorphoses historiques que l'obligation où l'on s'est trouvé d'affronter un matériau toujours plus complexe et dense pour démêler dans l'écheveau urbain "mesures de l'espace" et "événements du passé".

Si nulle recette d'hier ne permet de penser ou de décider ce que sera la ville coréenne de demain, on peut risquer une perspective : à bien des égards, la Corée est un pays neuf qui aurait la mémoire d'une très vieille nation. Elle en a gardé, ces trois dernières décennies, la malléabilité sociale et la capacité d'accélération de l'un, le souci de soi et la volonté de savoir de l'autre. On peut en attendre des solutions originales.

REFERENCES

"Uri-ùi tosi, muòs-i munje inka " (Problèmes urbains en Corée) in *Sahoe Pip'yòng* (Critique Sociale), dossier pp 14-172, Séoul, été 89.

"Pacific rim" in *The architectural review*, dossier pp 27-80, Août 1991.

JACOBS Norman, *The Korean Road to Modernization and Development*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 1985, 355p.

KIM Hyòngguk, *Tosi sidae-ùi Han'guk munhwa* (La culture coréenne à l'ère urbaine), Séoul, Nanam, 1989, 259p.

MILLS Edwin S. et SONG Byung-Nak, *Urbanization and Urban Problems in Korea*, Cambridge, Harvard Monographs, 1979, 310p.

SON Chòngmok, *Chosòn sidae tosi sahoe yòn'gu* (La société urbaine de l'époque Chosòn), Séoul, Iljisa, 1977, 560p

Résumé : Les villes coréennes sont anciennes. La période d'occupation japonaise et les mutations industrielles récentes ont beaucoup renforcé leur poids. Pourtant la société coréenne ne s'est pas posé la question de la ville, de la culture urbaine, de l'urbanité. A travers l'histoire des comportements urbains, le débat ancien sur la ville asiatique rebondit et pose, en partie, la question de l'ordre urbain nouveau des grandes villes de la zone Pacifique.

Mots clés : Corée - Nouveau pays industriel - Ville - Urbanité - Séoul